

MESSAGE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU DIALOGUE POLITIQUE

Madame et Messieurs les Présidents des Institutions,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les responsables de partis politiques,

Mesdames et Messieurs les Délégués au Dialogue Politique,

Distingués invités,

Permettez-moi d'exprimer à chacun de vous, au nom de la République tout entière, ma satisfaction et ma reconnaissance pour votre présence qui témoigne de votre amour et de votre disponibilité pour notre cher pays.

Notre rencontre de ce jour, loin d'être le signe d'un quelconque stress de notre démocratie, s'apparente à mon sens, à une exigence de check-up quand survient une quinte de toux d'une résonance inhabituelle.

Mesdames et messieurs,

Notre système partisan était devenu nuisible pour notre pays, tel un ongle incarné dans l'orteil.

Fallait-il le tailler avec courage dans la douleur ou ne rien faire au préjudice indéfini du bien-être ?

Avec honneur et responsabilité, la 7ème législature de notre pays a vaincu la fatalité en réformant notre dispositif partisan par le vote à la quasi-unanimité de ses députés toutes tendances confondues, d'une nouvelle charte des partis politiques et d'un nouveau code électoral pour répondre à notre besoin unanime d'assainissement.

A la mise en œuvre de ces lois, Mesdames et Messieurs, nous nous sommes déchirés au point de compromettre notre cohésion.

Nous, acteurs politiques, avons semé à notre propre égard, le doute, la méfiance et la défiance dans l'esprit de nos concitoyens.

Si les événements des mois d'avril, de mai et juin n'ont pas remis en cause le processus démocratique de notre pays, encore moins son édifice républicain, ils auront néanmoins révélé une certaine inadéquation entre l'idéal unanimement partagé et notre capacité à nous adapter tous aux exigences de cet idéal.

Mesdames et messieurs,

Notre pays nous appelle au réalisme, à la solidarité, à la cohésion.

Aussi indiqués qu'ils puissent paraître, notre charte des partis politiques et notre code électoral nous ont causé du tort, parce que bon nombre d'entre nous, à la mise en œuvre, ne s'y sont pas retrouvés.

Aussi apparaît-il désormais pertinent que les acteurs politiques se retrouvent pour apprécier leur application, réfléchir et échanger sur les adaptations possibles à y apporter en vue d'une meilleure et réaliste organisation de l'espace politique et de la compétition politique, permettant le renforcement de l'unité nationale et de la concorde, tout en préservant l'indispensable assainissement des pratiques politiques.

C'est convaincu de cet idéal que j'ai convoqué les présentes assises dédiées au Dialogue Politique ainsi que je m'y suis engagé le 20 mai dernier devant notre peuple, puis réitéré le 15 juillet, lors de ma rencontre avec certains responsables politiques.

Mesdames et messieurs,

Le dialogue politique auquel je vous convie trouve sa justification dans la volonté de notre peuple de voir ses acteurs politiques se hisser à la hauteur des défis qu'imposent la construction de l'Etat et la consolidation de la nation.

Il s'inscrit dans mon souci permanent d'associer les acteurs politiques à la recherche des compromis aux questions politiques essentielles, notamment électorales, dont la résolution est indispensable à notre cohésion et à notre marche vers le progrès.

Sa finalité réside dans les recommandations responsables qu'il vous appartiendra de formuler à mon endroit.

Je suis convaincu que la foi qui vous anime et l'engagement politique responsable qui est le vôtre, nous permettront de trouver les solutions qui renforcent davantage nos institutions et les éloignent de toutes les formes de perversion et de régression.

Nous savons tous et il n'est pas superflu de le rappeler ici ce matin, que pour mettre fin aux pratiques qui retardent son développement et créer les conditions de la prospérité en vue d'offrir de meilleures conditions de vie à ses enfants, notre pays a besoin de réformes d'envergure, telle que la réforme du système partisan.

En effet, le système partisan tel qu'institué, perçu et pratiqué depuis 1991, ne fournit pas toujours les moyens politiques de résilience aux défis institutionnels, économiques et socio-politiques.

Il peine surtout à mobiliser durablement en nombre suffisant dans des ensembles homogènes, les ressources politiques qualitatives nécessaires à la performance de

l'Etat dans la réalisation de ses missions essentielles.

L'intérêt n'est-il pas élevé de réformer notre modèle pour l'adapter à nos besoins de bonne gouvernance, à travers l'instauration de règles contraignant à la constitution de grands ensembles politiques sains, animateurs exclusifs de la compétition politique ?

Mesdames et Messieurs,

Dans la vie d'une nation, de telles rencontres ne sont pas fréquentes, même si elles sont souhaitées.

C'est pourquoi, je félicite les délégués des différents partis politiques ici représentés pour leur désignation, et les invite à saisir la présente occasion pour explorer toutes les pistes possibles d'amélioration de l'arsenal juridique régissant notre dispositif électoral et pour formuler des recommandations pertinentes pour y parvenir.

A ce propos, je ne doute pas que le sens du devoir vis-à-vis de la République prévaudra lors des échanges et que sera préservé l'essentiel : l'impérieuse nécessité de réformer nos pratiques politiques et partisans afin d'améliorer la gouvernance générale du pays.

Ainsi nous donnerons à notre peuple des raisons de continuer à croire en nous, acteurs politiques, car il aura compris que les réformes difficiles mais nécessaires ne nous épargnent pas non plus.

Mieux, nos concitoyens apprécieraient bien de voir que nous consentons, nous aussi, les sacrifices nécessaires au développement de tous comme nous le leur demandons.

En tout état de cause, je veux ici vous rassurer, Mesdames et Messieurs les Délégués, que mon Gouvernement appréciera avec diligence la pertinence et l'opportunité de vos recommandations en vue d'accomplir les actes qui relèveront de sa responsabilité.

Je ne doute pas qu'il en sera de même pour l'Assemblée nationale.

Je ne ménagerai aucun effort personnel à cet effet.

Mesdames et Messieurs

Je voudrais, pour finir, vous remercier d'avoir accepté de vous investir dans cette mission de haute portée nationale.

Pour garantir le bon déroulement de vos échanges dans le respect mutuel, j'ai chargé Monsieur Dorothee Cossi SOSSA dont l'expérience intellectuelle, politique et professionnelle est connue de tous, d'en assurer la conduite et la facilitation.

A ses côtés officieront Monsieur Victor Prudent

TOPANOU, que j'ai désigné comme premier Rapporteur, et deux autres que vous désignerez en votre sein.

Comptant sur l'engagement de chacun et de tous au service de la République, notre bien commun, je déclare ouvert le Dialogue Politique dont j'aurai le bonheur de recevoir, ici même samedi prochain, les conclusions.

Vive la classe politique !

Vive le Bénin !

Je vous remercie.